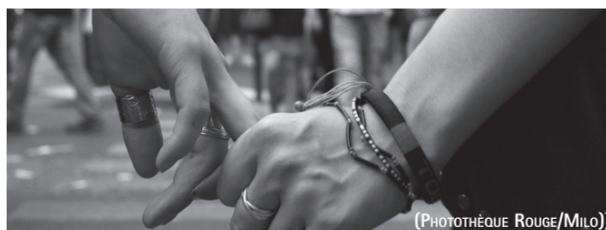


M 04249 - 61 - F: 1,20€



Stefania Molinari nous explique les enjeux de la signature par le **Sedif d'un nouveau contrat avec Veolia**. REGARDS PAGE 2



Chaque année, **la Marche des fiertés** rappelle les discriminations et oppressions subies par les homosexuelEs, les bisexuelEs et les transsexuelEs. NPARGUMENTS PAGES 6 & 7



Le 30 janvier 1972, l'armée britannique assassinait quatorze Irlandais. Retour sur le **Bloody Sunday**. PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous!

24 JUIN 2010 | N°61 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

RETRAITES

IMPOSER LE RETRAIT DU PROJET DE LOI

Après un suspens intenable, le gouvernement a enfin dévoilé son projet de loi sur les retraites. Et comme nous pouvons nous y attendre, c'est un recul social majeur pour la plus grande partie de la population qui est programmé, si cette loi était votée.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ESSA KAMINO)

Après avoir essayé de nous «endormir» par de vraies-fausse consultations-négociations, le gouvernement a décidé de nous faire travailler plus longtemps: d'ici 2018, l'âge légal du départ à la retraite passera à 62 ans et celui du

départ à taux plein et sans décote, à 67. Mais aussi en augmentant la durée de cotisation à 41,5 ans en 2020. Alors que les salariés rentrent de plus en plus tard sur le marché du travail et que les entreprises s'en débarrassent de plus en plus tôt, qui pourra avoir le nombre néces-

saire d'annuités pour percevoir une retraite complète? Peu de monde et c'est bien le but de cette nouvelle contre-réforme, baisser encore le montant des retraites pour faire la part belle aux assurances privées et fonds de pension.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

PCF

35^e CONGRÈS

Les 582 délégués ont voté à 80% pour l'élection de Pierre Laurent comme nouveau secrétaire général et pour soutenir son orientation. Ce congrès s'est déroulé sur fond de crise d'identité pour le Parti communiste. Les débats concernant l'avenir du Front de gauche ont pris le pas sur la situation sociale. Pour son départ, Marie-George Buffet a réuni à la tribune Aubry, Mélenchon, Duflot et Piquet. Besancenot et Laguillier sont quant à eux restés dans la salle, unité d'action ne rimant pas avec future famille gouvernementale. LIRE PAGE 3

SANS-PAPIERS

« ON A UN TEXTE ! »



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Après huit mois de grève, les sans-papiers soutenus par le groupe des Onze ont obtenu un texte qui pourrait se traduire par des avancées significatives, même si son statut juridique reste flou. Ainsi, tous ceux qui présenteront un Cerfa devraient pouvoir obtenir une autorisation provisoire de séjour (APS) qui leur permettra de travailler. Néanmoins, la mobilisation continue et le NPA la soutient. LIRE PAGE 5

THAÏLANDE

APPEL DE SOLIDARITÉ

Face à la répression sanglante de la révolte populaire thaïlandaise, un appel de solidarité internationale a été lancé. Les Chemises rouges payent le prix de leur insurrection: détentions arbitraires, assassinats, non-respect des droits. L'appel a pour objectif de soutenir l'insurrection des Thaïlandais, mettre fin à la répression que les Chemises rouges subissent par le régime thaïlandais et obliger celui-ci à respecter les libertés fondamentales de la population. LIRE PAGE 8



édito

Par Michel Gautier

WOERTH DÉMISSION !

Les écoutes pirates des conversations de Liliane Bettencourt réalisées entre mai 2009 et mai 2010 jettent une lumière plus que trouble sur les rapports entre l'héritière de l'Oréal, à la tête de 11 milliards d'euros, et Florence Woerth, femme du ministre à la double casquette : Budget et trésorier de l'UMP. Malgré les dénégations d'Éric Woerth, les révélations via le site Médiapart sont suffisamment précises pour qu'il annonce la démission de sa femme de son poste dans la holding Clymène gérant la fortune de Liliane Bettencourt et que cette dernière indique, dans le même temps, qu'elle va rapatrier ses avoirs actuellement à l'étranger. Ce qui semble incontestable, ce sont les placements et les biens non déclarés au fisc de Liliane Bettencourt, à savoir une île aux Seychelles, une fondation au Liechtenstein, des comptes en Suisse puis à Singapour. Ce qui semble incontestable, ce sont les chèques signés en mars 2010 en faveur de Valérie Pécresse, candidate aux régionales, d'Éric Woerth et de Nicolas Sarkozy. Ce qui semble incontestable, c'est la proximité entre Liliane Bettencourt et l'UMP, ce qui expliquerait les interventions de l'Elysée dans les démêlés judiciaires de l'héritière avec sa fille. Comment peut-on penser un instant que Florence Woerth, collaboratrice depuis 2007 de Clymène et qu'Éric Woerth, ministre du Budget, n'étaient pas au courant des placements non déclarés de Liliane Bettencourt ? Il doit y avoir de façon urgente une investigation par les services compétents du ministère des Finances, une enquête publique par un juge indépendant. Après Brice Hortefeux, condamné en première instance pour des propos racistes, c'est Éric Woerth dont le nom se retrouve mêlé à des affaires liées à de la fraude fiscale. En période de crise du système capitaliste, de politique d'austérité, de réformes antisociales, ces scandales illustrent bien la coupure entre un gouvernement qui flatte la xénophobie, gère au profit des classes privilégiées alors que la population doit se serrer la ceinture. La question de la démission d'Éric Woerth est posée.

27 JUIN, MARCHÉ DES FIERTÉS, PARIS. Marches des Fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans pour exiger l'égalité des droits et la liberté pour toutes et tous. «Violences, discriminations : ASSEZ ! Liberté et égalité, partout et toujours», tel est le mot d'ordre de cette 9^e édition. RV à 13h30 sur la place du 18-juin-1940 (Montparnasse) à Paris. Le cortège partira à 14 heures pour atteindre Bastille en fin d'après-midi. (lire pp. 6Et7).

28 JUIN, SOUTIEN AUX 16 POSTIERS DU 92, NANTERRE. Un rassemblement de soutien est organisé pour les seize postiers qui passent en justice à la demande de La Poste. RV à 13 heures devant le tribunal correctionnel de Nanterre. 179-191, avenue Jolliot-Curie (RER Nanterre Préfecture).

28 JUIN, DÉBAT, RETRAITES, MONTBÉLIARD. Le comité de défense

des retraites de Montbéliard, (soutenu par la FSU, le PCF, le PG, le NPA) propose un débat public sur les retraites en présence de Bernard Friot, écrivain, économiste et sociologue. RV à 20 heures au Foyer municipal d'Audincourt.

28 JUIN, RÉUNION PUBLIQUE, DIJON. Le comité Salariés de Dijon organise une réunion publique avec l'intervention d'Alain Krivine : «De la crise grecque à nos retraites, refusons leur austérité.» RV à 20h30, Centre de rencontres international (1 av. Champollion - Les Grésilles - Dijon).

29 JUIN, RASSEMBLEMENT PEOPLE AND BABY, PARIS. Pour la réintégration des salariées licenciées pour activité syndicale ! RV à 9 heures, au conseil des

prud'hommes, 27 rue Louis-Blanc, Paris 10^e (M^o Louis-Blanc).

29 JUIN, MEETING UNITAIRE RETRAITES, LILLE. Dans le cadre de l'appel «Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites». Avec la participation de : Olivier Besancenot (NPA), Olivier Dartigolles (PCF), Claude Debons (PG), Alain Lipietz (Les Verts), Clémentine Autain (Fase), Gérard Filoche (inspecteur du travail), Jean Gadrey (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Stéphanie Treillet (féministe), Anne Feray (FSU), Eric Beynel (Solidaires), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Jean-Pierre Delannoy (USTM CGT). RV à 19 heures salle du Gymnase, place Sébastopol.

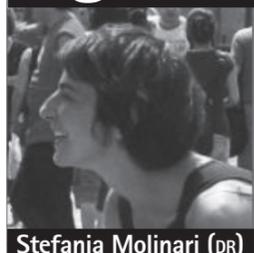
29 JUIN, RENCONTRE, LA BRÈCHE. La librairie La Brèche vous invite à une

rencontre avec Xavier Renou, des Désobéissants, autour de la collection Désobéir qu'il coordonne. RV à 19h30, 27 rue Taine (M^o Daumesnil).

30 JUIN, SOCIÉTÉ LOUISE-MICHEL ET COMPAGNIE JOLIE MÔME, SAINT-DENIS. La révolution de 1848 a mis fin à la monarchie de Juillet. Mais trois mois après cet immense espoir, l'armée et les gardes mobiles ont brisé l'insurrection d'ouvriers et artisans parisiens barricadés dans l'est de la ville. Il y eut près de 10000 morts. Comment rendre compte d'un tel événement, aussi important que la Commune de Paris ? RV à 19h30. À la Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, 93210 Saint-Denis-La-Plaine. Métro Porte de la Chapelle - 15 minutes à pied ou bus Église-de-la-Plaine.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Stefania Molinari (DR)

Propos recueillis par Thibault Blondin

EAU EN ÎLE-DE-FRANCE LES SCANDALEUX PROFITS DE VEOLIA

Le 24 juin devait avoir lieu le vote final sur le contrat de distribution de l'eau en Île-de-France. Stefania Molinari, militante de l'association SeauS, qui est membre de la Coordination eau Île-de-France, nous en expose les enjeux.

Le 24 juin le contrat entre Veolia et le Sedif doit être à nouveau signé pour une durée de douze ans. Peux-tu nous expliquer ce qu'est le Sedif ? Le Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) est un organisme public, chargé de la distribution de l'eau potable pour 4 millions de personnes en banlieue parisienne.

Depuis sa création en 1923, le Sedif a toujours délégué ce service public essentiel à Veolia (ex Générale des Eaux). Historiquement, la région parisienne est le berceau du «modèle français» de marchandisation de l'eau. Veolia et Suez, leaders mondiaux du secteur, ont vu le jour ici, en se partageant les contrats entre Paris et sa banlieue au début du xx^e siècle. Depuis, Veolia est restée en place, profitant de conditions particulièrement avantageuses. Au Sedif, Veolia est titulaire du plus gros marché de l'eau d'Europe, presque du monde (375 millions d'euros de chiffre d'affaires). La marge de bénéfices de l'entreprise est plus élevée que la moyenne. Veolia bénéficie d'un contrat assez rare, dit de «régie intéressée», qui lui donne le droit de percevoir une somme d'argent fixe tous les ans, en plus de ses recettes. Vitrine de la multinationale dans le monde, ce contrat est une pièce maîtresse pour son équilibre financier.

Comment se sont passées les négociations entre les éluEs et Veolia, ces derniers mois ? Quel est l'attitude des éluEs de gauche face aux revendications de retour en régie publique ? C'est une véritable pantomime.

Le processus de vote pour le choix du nouveau contrat est long et «particulier» : il ne concerne qu'une petite partie des 144 élus titulaires, les autres étant appelés à légitimer, de temps en temps, leur orientation. Par exemple, la presse a publié à l'avance le résultat du vote final sur le contrat qui devait avoir lieu le 24 juin.

Une partie de la gauche du Sedif scandalisée par le manque de débat et de démocratie au sein du conseil syndical, a créé un groupe politique et plaide pour une gestion publique de l'eau. Malheureusement, il ne s'agit que d'une minorité pour l'instant : de façon générale, la gauche du Sedif joue le jeu de la droite, plus ou moins ouvertement.

L'échéance est repoussée en décembre pour une dizaine de communes en Seine-Saint-Denis...

Il s'agit de la communauté d'agglomération Est-Ensemble qui regroupe les villes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Le Pré-Saint-Gervais, Pantin, Romainville. Récemment créée, la nouvelle institution a le choix de ne pas adhérer au Sedif.

Les élus communautaires disent prendre en compte cette option, mais très peu de temps est alloué à l'étude de faisabilité. Interrogé à ce sujet, Christian Lagrange (PS), chargé de l'eau à la communauté d'agglomération, nous a expliqué qu'il préfère se dépêcher, de peur que le Sedif, impatient, ne coupe l'eau aux habitants... C'est complètement ridicule !

La presse évoque une baisse de prix de 10%, en quoi cette baisse n'est-elle pas satisfaisante ?

Cette baisse de prix annoncée dans la presse avant même la signature du contrat, le 24 juin, tient de la promotion commerciale. Elle ne sera de 10% que pour les communes qui consomment le plus, ce qui est à l'encontre des enjeux écologiques et de l'égalité entre chaque usager qu'exige un véritable service public. Par ailleurs, cette baisse intervient également parce que Veolia aura moins de structures à gérer (canalisation, ouvrages..) au profit du Sedif, ce qui est révoltant au vu des profits que ce contrat dégage pour Veolia.

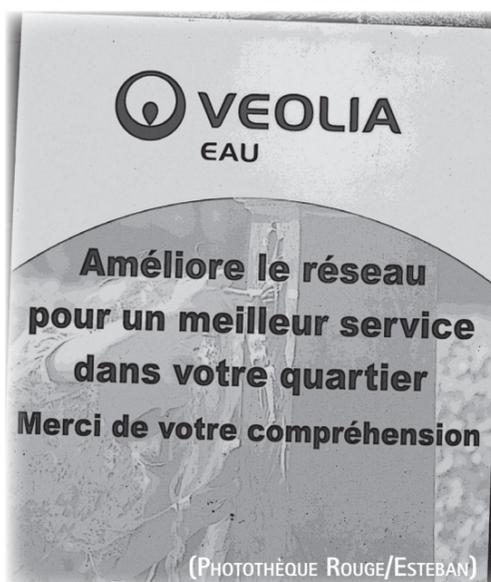
Après le 24 juin, alors que le contrat est signé pour douze ans, quelles seront les mobilisations et revendications possibles ?

À court terme, la mobilisation continue jusqu'en décembre. Le Collectif pour une gestion publique de l'eau Est-Ensemble vient de lancer une deuxième pétition. Dès la rentrée, nous souhaitons multiplier les initiatives publiques, dans toutes les villes.

À plus long terme, il s'agit de nourrir le débat politique et public qui s'ouvre en France avec l'accueil du prochain Forum mondial de l'eau, en mars 2012. Cet événement est un phénoménal outil de promotion du «modèle français» de marchandisation de l'eau dans le monde. D'importants

moyens y seront spécialement alloués, l'événement ayant lieu deux mois avant les élections présidentielles. Bien documenté, l'exemple du Sedif risque de donner des maux de tête à tout ce beau monde. Dans les jours qui suivent, nous allons relayer l'appel pour l'organisation d'un Forum social alternatif où nous devons être nombreux à faire entendre une autre voix que celle des marchands d'eau.

Pour toute info: euauidf@hotmail.fr



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ESTEBAN)

interview en version longue sur
www.npa2009.org



CONGRÈS DU PCF LE FRONT DE GAUCHE EN QUESTION

Une délégation du NPA composée d'Olivier Besancenot, Galia Trépère, Alain Krivine, Yvan Lemaitre Danièle Obono et Alain Pojolat a assisté au 35^e congrès du PCF. Premières impressions.



Paris, les 18, 19 et 20 juin. Congrès du PCF. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Avec une participation plus faible que prévue, les 582 délégués du 35^e congrès du PCF ont élu Pierre Laurent et soutenu l'orientation du nouveau secrétaire général, à 80%. Un congrès dominé par un sentiment général de crise identitaire. Peu d'interventions sur la situation sociale, les luttes d'entreprises ou les problèmes de mobilisation, l'essentiel du débat a tourné autour de la place du parti dans le Front de gauche et surtout de ses limites, notamment son absence « d'ancrage populaire ». Et si par tradition légitimiste, personne ne le remettait en cause, les deux courants ayant soumis des contributions oppositionnelles se chargèrent de lui régler son compte. Pour la représentante des huistes, Fabienne Pourre, il ne faut pas confondre les fronts sociaux (syndicats ou comités sur les retraites) à qui on ne peut pas demander d'adhérer au Front de gauche, avec un

front politique de la gauche qui doit être plus large que la « petite gauche » actuelle. Pour elle, il faut développer le parti et rassembler la gauche sur une base antilibérale. De son côté, le député André Gérin ne voit aucun intérêt à un Front qui dissout le parti et à une alliance avec le PS qui le discrédite. Mais après une longue diatribe contre la social-démocratie, le porte-parole des « orthodoxes » fidèle à ses origines, parti dans un long regret où « en cet anniversaire du 18 juin » communistes et gaullistes étaient ensemble pour ensuite construire le programme du Conseil national de la Résistance... Avec l'allusion à Jacques Duclos d'un délégué de province et une ovation du congrès debout pour un vétéran du CNR présent dans la salle, le climat était donné d'un parti qui tente de retrouver ses heures de gloire, tout en s'efforçant de s'adapter aux nouveautés de la période. Adoptée par 352 voix contre

82 et 28 abstentions, la résolution propose de construire une « alternative gagnante », d'élargir le Front de gauche aux personnalités des mouvements sociaux et culturels... mais sans adhésion individuelle. Le projet initial de création d'une Association des amis du Front a été retiré. Dans sa conclusion, Pierre Laurent a annoncé qu'en écrivant « avec le peuple », un contrat populaire, le parti va s'adresser à toutes les forces de gauche pour créer un « groupe de contact permanent », pour organiser la riposte aux plans de Sarkozy d'ici 2012 et impliquer toutes les forces du Front de gauche pour « construire ce nouveau front populaire en vue de 2012 ». Dans ce domaine, la confusion règne entre le rassemblement pour l'action qui doit effectivement être le plus large possible, et celui pour la présidentielle. Pour cette échéance, la direction du PCF est très claire : le parti décidera du candidat (issu du Front de

gauche ou du mouvement social) à son congrès de 2011. Mais la résolution finalement adoptée précise que : « Dans cette perspective, des personnalités communistes sont légitimes à s'engager comme candidats potentiels du rassemblement ». Le message adressé à Jean-Luc Mélenchon, très présent au congrès mais peu apprécié par les délégués, était clair. Le PCF propose donc de poursuivre le Front de gauche en gardant le contrôle politique avec l'espoir de se renforcer, le tout dans le cadre d'un rassemblement majoritaire de toute la gauche pour toutes les élections à venir. Et c'est pour populariser cette orientation que Marie-George Buffet a tenu à la photo de famille des invités, sur la tribune avec Aubry, Mélenchon, Duflot, Piquet. En l'absence de Besancenot et de Laguillier restés dans la salle pour bien montrer la différence entre l'unité d'action et la future famille gouvernementale.

RETRAITES

SUITE DE LA PAGE 1

Les conditions de départ à la retraite sont aggravées pour tous et toutes, salariéEs du privé ou du public, jeunes ou précaires. Seront particulièrement pénalisés, ceux et celles qui auront commencé à travailler tôt, mais plus généralement, de nombreuses femmes. Cette « réforme juste » nie les inégalités existant entre femmes et hommes et, pire, va les creuser davantage. Et ce n'est pas la mesurette consistant à inclure, dans le calcul de leur salaire de référence, un trimestre d'indemnités journalières pour les femmes en congé maternité qui changera les choses.

Sous prétexte d'équité et de justice, le taux de cotisation des fonctionnaires est augmenté d'environ 3% sur plusieurs années, pour arriver au même taux que les salariés du privé. Il s'agit d'une baisse des salaires des fonctionnaires, ce qui n'était pas arrivé depuis le gouvernement Laval en 1935.

Sur la question cruciale de la pénibilité, le gouvernement endosse la conception patronale reposant sur un constat au cas par cas, laissant le soin au salarié d'apporter la preuve médicale que son métier a été pénible. La retraite devient ainsi une affaire de gestion individuelle dans laquelle le droit collectif à la protection disparaît.

C'est donc bien une régression sociale majeure pour la plupart des salariés. Ce projet aggravera le partage très inégal des richesses entre le capital et le travail. Car même si, pour rendre moins impopulaire le projet de loi, Sarkozy et Woerth font semblant de taxer les plus riches, 85% des mesures du gouvernement seront financées par le salariat. On est donc loin d'une réforme juste.

Et pourtant, d'autres choix sont possibles pour maintenir la retraite à 60 ans maximum et à taux plein mais aussi pour revenir à 37,5 annuités pour tous et toutes avec prise en compte des années d'études et de formation. Il suffit par exemple d'augmenter de 300 euros net les salaires sans exonération de cotisations patronales, ce qui rapporterait environ 50 milliards dans les caisses de la Sécurité sociale. D'en finir avec le chômage en réduisant massivement le temps de travail. S'il n'y avait pas 5 millions de chômeurs mais 5 millions de cotisants supplémentaires, personne ne parlerait de problème des retraites. La question des retraites n'est ni démographique ni technique c'est une question de répartition des richesses, de choix politique.

Le 24 juin prochain, les salariéEs sont de nouveau appelés à se mobiliser et à se mettre en grève. Il est important d'y être le plus visible et le plus nombreux possible, pour montrer notre détermination face à ce gouvernement de classe. Les journées mensuelles saute-moutons ne seront pas suffisantes pour imposer le retrait du projet de loi. Pour cela, il faudra une vraie mobilisation d'ensemble, une grève générale, un véritable affrontement. Et ne surtout pas attendre 2012, comme certains nous le proposent. Défendre la retraite à 60 ans à taux plein, imposer le retrait du projet de loi, faire reculer le gouvernement, c'est maintenant que ça se passe. C'est aussi l'occasion de crier bien fort, tous ensemble, que ce n'est pas aux salariéEs de payer la crise mais bel et bien à ceux qui en sont responsables, les spéculateurs, les capitalistes.

Sandra Demarq

et aussi

RÉPUBLIQUE SOLIDAIRE... DES RICHES. Le 19 juin, Dominique Galouzeau de Villepin a lancé un nouveau parti politique : République solidaire. D'après les commentateurs, les 6 000 participants étaient une véritable image de la diversité. D'ailleurs, François Goulard, député UMP du Morbihan, qui sait de quoi il parle, a déclaré : « On se croirait dans le métro à 6 heures du soir ! » Car Villepin se pose en rassembleur, en opposant farouche de Sarkozy. Au cours de la soirée, il fustige la politique du Kärcher, les discriminations, le favoritisme... À se demander finalement si Villepin ne serait pas le seul vrai futur candidat de gauche aux prochaines présidentielles. On en oublierait presque que Villepin, Premier ministre de Chirac en 2005, a envoyé le GIGN contre les travailleurs de la SNCM qui refusaient la privatisation de l'entreprise. Le même qui s'est rendu dans les banlieues pour reconquérir les « orphelins de la République » (soulignant ainsi que Sarkozy n'y mettait plus les pieds), décrétait l'état d'urgence lors des révoltes de 2005. Mais son principal fait d'arme comme Premier

ministre a été le CPE qu'il essaya de sauver jusqu'au bout, malgré la mobilisation de millions de jeunes et de travailleurs qui s'opposaient à cette super-attaque du code du travail. Mais de ce côté, peu de changements, le programme de Villepin inclut la fin des 35 heures, la retraite par points, une rigueur qui dit son nom... Une vraie alternative à Sarkozy, en quelque sorte.

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES. La proposition de loi sur les « violences au sein d'un couple ou spécifiquement contre les femmes » a été examinée au Sénat le 22 juin. Cette loi, adoptée le 25 février par l'Assemblée nationale, est censée répondre à une situation, où, en 2008 en France, une femme est morte sous les coups de son conjoint tous les deux jours et demi. Et ce chiffre ne tient pas compte des femmes qui se suicident à cause de ces violences (232 en 2006). La loi prévoit une ordonnance de protection prise par le juge aux affaires familiales qui permettra d'organiser l'éviction de l'auteur des violences ou d'organiser le

relogement de la femme battue. Mais sa durée maximale est de quatre mois, ce qui est bien trop court. Elle instaure aussi le délit de harcèlement psychologique, réclamé par les associations féministes et calqué sur le harcèlement professionnel. Cette loi contient des éléments positifs sur la protection mais est très faible pour ce qui concerne la prévention (éducation, formation, assistance, etc.) sur lequel l'essentiel devrait porter. Comment s'étonner d'un gouvernement dont l'obsession est de réduire le nombre de fonctionnaires et les services publics ?



FOOT FRIC FOLIE

Les exploits de l'équipe de France de football en Afrique du Sud donnent lieu à des déchaînements nationalistes, prompts à faire oublier la vraie crise.

LES DÉBOIRES des Bleus font décidément couler beaucoup d'encre et de salive. « Va te f..., fils de p... », « Mutinerie », « Imposture », « Déshonneur national », « Traîtrise », les grossièretés, les poncifs machistes ou nationalistes et les qualificatifs racoleurs n'ont pas manqué pour commenter le feuilleton français en Afrique du Sud. Les vestiaires des footballeurs n'ont pas le monopole de la folie et de la démesure.

En réalité, ce feuilleton à bien des égards ubuesque est le produit de la faillite d'un système. Un système où des jeunes recrutés de plus en plus jeunes, pour la plupart dans des quartiers pauvres du tiers monde ou des pays capitalistes développés, sont l'objet d'enjeux politico-financiers et reçoivent des rémunérations astronomiques, de quoi faire perdre tout sens de la réalité. Thierry Henry gagne 18,8 millions d'euros par an soit 1 567 fois le Smic¹, 8 000 fois le revenu d'un jeune du township qu'il a visité entre deux entraînements.

Un foot business où les intérêts en jeu sont phénoménaux. Les coups bas, les magouilles, les petites crasses entre amis, les manœuvres du foot n'ont rien de différent de celles des requins de la finance. En arrière-plan de cette affaire, on sent bien la lutte pour le pouvoir au sommet du foot français. Derrière l'affrontement de certaines personnalités de la génération de 1998 - les Zidane ou Lizarazu - et des vieux chefs de la Fédération française de football amenés par Escalette, il y a des intérêts financiers et politiques divergents.

C'est la preuve, s'il en était encore besoin, que le fric pervertit tout.

Le football est un sport populaire né dans la classe ouvrière anglaise du XIX^e siècle. C'est le seul qui soit véritablement mondialisé. C'est aussi un mouvement associatif puissant, basé sur une armada de bénévoles et qui procure du plaisir à des millions de jeunes. C'est parfois l'occasion de manifestations de fraternité populaire, comme en témoigne le sifflement bruyant mais joyeux des vuvuzelas ou la descente en masse dans les rues de France d'une foule bigarrée pour célébrer la victoire « black, blanc, beur » de 1998. On en est bien loin aujourd'hui. Pire même, cet épisode peut alimenter à divers titres le délire nationaliste. Envoyée spéciale de Sarkozy au Mondial, Bachelot en appelle au « sursaut national », à « l'honneur de la patrie ». Des thématiques qui peuvent aussi servir l'extrême droite, prompte à fustiger les joueurs mercenaires « apatrides » recrutés parmi la « racaille » des quartiers immigrés. Du côté du pouvoir ou de Le Pen, tout est bon pour occuper les esprits, utiliser le racisme pour diviser, faire sonner les trompettes de la patrie pour faire oublier le chômage, la précarité, l'austérité, les 10 millions d'Africains qui meurent de faim, bref, la vraie crise.

Fred Borras

1. Chiffre de 2009, tirés du site de l'Observatoire des inégalités (inegalites.fr).

GRÈVE DES CHÔMEURS ACTION UNITAIRE AVEC LES AGENTS DE PÔLE EMPLOI

BIENVENUE AU 39 49



Depuis le 3 mai dernier, un mouvement de grève a été lancé par des chômeurs et des précaires. Pour la première fois, une action a été coordonnée en Bretagne par les chômeurs et les salariés de Pôle emploi.

Le lundi 14 juin, des militants CGT Pôle emploi se sont joints à l'occupation de l'antenne Pôle emploi de Carhaix par la coordination des chômeurs de Bretagne composée d'AC ! Quimper, du comité CGT chômeurs rebelles du Morbihan, du Mouvement des chômeurs et précaires en lutte (MCPL) de Rennes et du Collectif pour la justice sociale de Brest. Pour la première fois, les salariés et les collectifs de chômeurs se sont coordonnés pour mener cette action qui s'inscrit dans le cadre de la grève des chômeurs qui, depuis le 3 mai, multiplie partout en France des actions dénonçant la gestion actuelle du chômage et de la précarité. Le Pôle emploi de Carhaix a été choisi car la lutte menée pour la défense de l'hôpital, en 2008, est symbolique de la défense d'un service public non soumis aux logiques de marché et réellement au service de la

population alors que le fonctionnement de Pôle emploi est caractéristique des logiques de contrôle et de rentabilité dans le cadre des politiques de démantèlement du service public. Une assemblée générale commune a débouché sur les revendications suivantes: retrait du suivi mensuel obligatoire et de l'offre raisonnable d'emploi, fin des convocations et des radiations, suppression du 3949 et retour aux lignes directes des agences, suppression des évaluations en milieu de travail et des actions de formation préalables au recrutement, maintien des privés d'emploi dans leur catégorie d'emploi, arrêt de l'utilisation de lampes UV pour contrôler l'authenticité des papiers d'identité, arrêt des pressions exercées sur le personnel de Pôle emploi (primes, objectifs quantitatifs, pression sur les CDD), de la privatisation de Pôle emploi, des prestations privées, des opérateurs privés de placement, embauche de personnel à Pôle

emploi pour accompagner, indemniser et non pas flicker les privés d'emploi, titularisation des CDD, retrait de la plainte de Pôle emploi à l'encontre du copain de Rennes qui avait participé à l'action du 3 mai 2010.

À 17 h 30, le collectif, les militants CGT de Pôle emploi et les salariés, rejoints par des soutiens (entre autres du NPA) décident d'occuper l'agence tant que ces revendications n'auront pas été satisfaites.

Ils reçoivent le soutien du maire de Carhaix qui discute avec la direction et les forces de l'ordre.

Une conseillère technique mandatée par la direction régionale, leur répond, encadrée par les forces de l'ordre. Vers 22 heures, les gendarmes évacuent violemment les occupants.

Un hébergement est trouvé pour la nuit et la coordination des chômeurs de Bretagne réinvestissent l'agence dès 9 h 30 le lendemain. Ils sont reçus par le directeur

départemental, M. Poulaille, dont la consigne était de fermer le site pendant l'occupation. Le plus important pour la direction étant de discréditer la mobilisation et d'éviter tout rapprochement entre les privés d'emploi et les agents, M. Poulaille a donc décidé d'envoyer... les poulets. À 13 h 20, la coordination est évacuée et l'agence fermée.

Un prochain rendez-vous a été obtenu pour le 22 juin à Brest à l'occasion de la commission de liaison (syndicats, associations de chômeurs).

Les membres de la commission exécutive de l'union syndicale de la CGT, qui étaient réunis à Loudéac (à 70 km) ont fait le déplacement à Carhaix pour réaffirmer le soutien de la CGT Pôle emploi à la grève des chômeurs. Ils ont également interpellé la direction du travail sur la dégradation (euphémisme) des conditions de travail des salariés de Pôle emploi. À faire à suivre...

Correspondant

et aussi

LES POSTIERS D'AUBAGNE EN GRÈVE. À l'appel de SUD PTT, les personnels des trois bureaux de poste d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) ont baissé le rideau, lundi 14 juin, pour dénoncer la dégradation du service public postal et de leurs conditions de travail. Ils se battent pour obtenir des effectifs suffisants pour assurer un service public de qualité et de proximité. La dernière « restructuration » avait déjà supprimé près de trois emplois, occasionnant à certaines heures de la journée des files d'attente devant les guichets encore ouverts. Ils dénoncent le but réel de travaux qui, sous le prétexte d'« améliorer l'accueil des usagers », mettent en place des guichets/ilots dédiés à la vente de produits. L'objectif de La Poste est d'automatiser un maximum d'opérations afin de supprimer 40 % d'agents d'ici 2015. Avec la Banque postale, on passe d'un service public postal de proximité à un réseau commercial privilégiant une clientèle qui rapporte de l'argent.

M-REAL: RÉQUISITION! Alors que dans l'usine, l'envie de continuer de se battre pour le redémarrage a nettement faibli au vu des « mesures d'accompagnement » obtenues par la mobilisation, le collectif unitaire pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real n'a pas dit son dernier mot: un conseil municipal extraordinaire a été imposé à la direction dans l'enceinte de l'usine, en présence de 150 personnes, dont de nombreux élus des environs. Le maire et conseiller général PCF, G. Levitre a fait voter une motion réclamant que M-real cède immédiatement l'usine pour l'euro symbolique à l'un des deux repreneurs. Notre camarade T. Philippot, secrétaire du CE et militant du NPA, a martelé: « Faut de repreneur, l'État peut aussi réquisitionner l'entreprise! » De plus, dans le cas d'un arrêt définitif de la pâte, la municipalité attaquera M-real en justice pour imposer le démontage et la dépollution, ce qui représente des dizaines de millions d'euros. La bataille continue, jusqu'au bout!

LANNION SE MOBILISE POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES. La destruction des retraites étant annoncée de longue date, NPA et PCF ont pris, début mai, les moyens pour construire les outils de combat qui s'imposent. Sur la base de l'appel d'Attac/Copernic, les organisations lannionaises (Europe Écologie, Faise, Les Verts, NPA, PC, PS, Solidaires et UDB) se sont rassemblées et ont publié tracts et communiqués pour la « défense de la retraite à 60 ans, à taux plein ». Le 16 juin au matin, nous investissons les rond-points, pour appeler à un rassemblement devant la sous-préfecture le 17, avant le rendez-vous du 24 sur lequel nous mettons toutes nos forces. Après le forum, auquel ont participé CGT et FSU, nous sommes prêts pour une bataille en profondeur, qu'il faut encore élargir à d'autres réseaux, et avec des rythmes qui ne s'arrêteront pas au 24 juin.



et aussi



LA BRETAGNE N'EST PAS UNE PORCHERIE. Le 16 juin, l'Assemblée nationale a cédé devant l'offensive des organisations professionnelles du cochon. À la demande de députés bretons, emmenés par M. Le Fur (UMP), un amendement relève désormais le seuil d'autorisation, pour les porcheries, de 450 à 2 000 places, et pour les poulaillers, de 30 000 à 40 000 places. L'État se priverait ainsi d'un moyen de contrôle de la production de lisier, et ouvrirait encore plus le robinet de la pollution. À l'heure où les marées vertes envahissent nos plages, où les algues bleues (cyanobactéries) prolifèrent dans nos rivières, cette loi du lisier maximum serait une trahison des engagements pris par le gouvernement pour lutter contre ces pollutions, et une capitulation en rase campagne devant les pollueurs. Une pétition a été lancée par un collectif d'associations pour demander le retrait de cet amendement et pour dire aux parlementaires que la Bretagne n'est pas une porcherie, que c'est vers la qualité et non la quantité qu'il faut se tourner, qu'il faut diminuer le nombre de cochons (600 au km² en Côtes-d'Armor pour une moyenne nationale de 50), et non permettre son augmentation clandestine.

MEADWESTVACO EMBALLAGE : 260 EMPLOIS SUPPRIMÉS. Nous étions une centaine ce mardi 22 juin devant le siège de Meadwestvaco Emballage à Maurepas (Yvelines), pour crier notre colère contre la direction du groupe qui a décidé de fermer le site de Châteauroux, privant 260 familles de toute ressource. Après avoir sonorisé la place devant le siège, nous avons informé largement les usagers de la Nationale 10 étroitement surveillés par la police nationale. Courageusement, la direction avait décidé au dernier moment de déplacer la réunion extraordinaire du comité d'entreprise européen à Paris. Tout, plutôt que de risquer d'affronter la colère des travailleurs et se trouver dans l'obligation de fournir des explications à une fermeture de site et des licenciements uniquement justifiés par la course au profit. Pourtant la direction s'était engagée en juin 2009 au maintien de l'emploi pendant cinq ans, par un accord d'entreprise signé en présence du préfet de l'Indre. Mais qui peut encore croire des employeurs aux yeux rivés sur la courbe de leurs profits et qui souvent ne s'engagent que le temps de toucher des subventions de l'État?

LOBBYING OGM À BRUXELLES



OGM L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE!

La Commission européenne propose d'assouplir les règles d'autorisation des plantes génétiquement modifiées en échange d'un droit pour chaque État d'en refuser la culture sur son sol. Sous des couverts démocratiques, cette tactique vise en fait à augmenter la culture et la consommation des OGM en Europe.

D'après les sondages, la majorité des citoyens européens ne veulent pas d'OGM, ni dans leurs champs ni dans leurs assiettes. De plus en plus d'États de l'Union européenne (UE) se montrent réticents à autoriser les OGM. La Commission européenne s'acharne donc à essayer de les imposer, pour le plus grand intérêt des multinationales de l'agroalimentaire. Elle vient d'autoriser trois variétés de maïs transgéniques de Monsanto ainsi que la pomme de terre transgénique Anflora de BASF, malgré l'opposition de nombreux pays. Et trois nouvelles demandes d'autorisation de maïs OGM sont en attente (Bt11 de Syngenta, Bt 1507 de Pioneer, reconduction du Monsanto 810). Pour sortir de ce qu'elle considère comme une « impasse » dans le dossier des OGM, la

Commission prévoit une plus grande flexibilité dans les procédures d'autorisation de culture et de commercialisation. Son projet cherche à aider ceux qu'elle considère comme les « victimes » du système actuel : les entreprises de biotechnologie et les agriculteurs favorables aux OGM... Il s'agit de permettre d'accélérer les autorisations par l'Europe, avec moins de contrôles, en échange de la création d'une clause de sauvegarde pour chaque État membre qui serait libre d'autoriser ou non la culture et le commerce des OGM sur son territoire. Ce n'est qu'un nouveau marché de dupes pour imposer ce que la majorité de la population refuse. La possibilité d'interdire sur un territoire la culture d'OGM existe déjà par le biais des clauses de sauvegarde, comme celles mises en place par la

France pour le maïs Mon810. Ces clauses, basées sur des éléments scientifiques, ont été systématiquement contestées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa), responsable des expertises au niveau européen. Si les arguments utilisés pour interdire la culture ou l'importation d'OGM portent sur la coexistence avec les plantes non OGM ou les impacts socio-économiques, ils peuvent être considérés comme politiques et non scientifiques. De ce fait, ils peuvent faire l'objet d'une attaque de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce genre de procédures a déjà été engagé par l'OMC contre l'UE, à la demande des États-Unis et du Canada. Avec cette possibilité d'interdiction nationale, la Commission renvoie sur les États membres de telles procédures engagées à l'OMC. Le projet de la Commission

permettra aussi de favoriser les importations d'OGM en Europe. La Commission aurait ainsi toute liberté pour autoriser ces importations, pour synchroniser les autorisations européennes avec les autorisations états-uniennes. Elle éviterait ainsi le renvoi des importations d'OGM non autorisés en Europe, comme ce fut notamment le cas avec les riz transgéniques en 2006 et 2007. Elle pourrait aussi en profiter pour écarter les États membres des procédures d'autorisation en modifiant le système de vote et, par exemple, en n'impliquant plus le conseil des ministres européens et ne consultant jamais le Parlement. Quant à la population, il ne lui resterait qu'à obéir : mange et tais-toi!
Commission Agriculture du NPA

SANS-PAPIERS « ON A UN TEXTE »

DEPUIS plus de huit mois, près de 6 300 travailleurs sans papiers sont en grève. Face à eux, le gouvernement refusait toute négociation, toute avancée, mais la détermination dont les grévistes ont fait preuve dans cette lutte, a fini par porter ses fruits. Vendredi 18 juin, la délégation des onze organisations qui mènent le mouvement des travailleurs sans papiers pouvait annoncer les résultats de la grève. Le texte obtenu comprend une série de dispositions susceptibles de permettre la régularisation de milliers de travailleurs sans papiers, et ce, au-delà des grévistes. Tout d'abord, les grévistes qui déposeront leur dossier auront une autorisation provisoire de séjour (APS) de trois mois avec autorisation de travail. Le dépôt des dossiers se fera dans le département de travail, et non dans celui du domicile du salarié. Les travailleurs devront avoir travaillé 12 mois au cours des 18 derniers, auprès d'un ou plusieurs employeurs et, pour les grévistes, les huit mois de grève seront comptabilisés comme des mois travaillés (pour les intérimaires, c'est 12 sur 24). Les personnes, surtout des femmes, travaillant dans le secteur de l'aide à la personne pourront, avec un Cerfa garantissant 20 heures de travail hebdomadaire, obtenir un renouvellement de leur APS, le temps de trouver un travail à temps plein ou au Smic, auprès de plusieurs employeurs si nécessaire, sans condition sur les mois précédant la demande. Il faut donc désormais que tous les travailleurs sans papiers obtiennent de la part de leurs employeurs les fameux Cerfa, par lesquels ces derniers s'engagent en cas de régularisation à embaucher un travailleur. Ce texte n'est pas une circulaire, mais un « addendum » (un ajout) au « guide des bonnes pratiques » qui accompagnait la circulaire de novembre 2009. En effet, quelques semaines après le lancement de « l'Acte II » du mouvement de grève, le gouvernement proposait une circulaire assez floue et ne présentant aucune garantie d'échapper à l'arbitraire préfectoral. Elle était accompagnée d'un guide adressé aux préfets, sorte de note interne sans valeur juridique, qui ne comprenait que trop peu d'avancées. Les négociations de ces derniers jours ont porté sur la modification et l'amélioration de ce guide. En outre, les dispositions négociées s'appliquent pour les dossiers déposés entre le 1^{er} juillet 2010 et le 31 mars 2011. Si cet addendum est réellement mis en actes (on nous permettra d'être méfiants vis-à-vis du ministère de l'Immigration et des préfectures) et que le comité de suivi – comprenant notamment les organisations syndicales du groupe des Onze – qui doit s'assurer de son application peut effectivement accomplir sa mission, il représentera des avancées significatives pour la régularisation de nombre de travailleurs sans papiers. Dans la foulée de l'annonce des résultats, les grévistes décidaient de quitter le « piquet des piquets », devant l'opéra Bastille. Mais la grève continue sur les autres piquets tant que les grévistes n'ont pas obtenu leur autorisation provisoire de séjour. Il faut maintenant, pour le groupe des Onze, organiser la constitution de plus de 6 000 dossiers. Les mobilisations vont se poursuivre dans les mois à venir, autour des dossiers et de l'application par les préfectures des avancées négociées la semaine dernière.
Pierre Baton

LE NPA DANS TOUT ÇA ? Les militants du NPA se sont investis dans le soutien aux grévistes sans papiers. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour animer des comités de soutien, faire connaître cette lutte, mais aussi pour trouver les moyens financiers qui permettraient aux grévistes de tenir le coup. Participant à mettre la pression sur les donneurs d'ordre des agences d'intérim occupées (occupation de chantiers, etc.), à organiser la solidarité, veillant tard et se levant tôt pour tenter d'éviter l'expulsion des piquets, ils ont été très présents. Certains ont même fait un séjour aux urgences après une altercation avec un patron particulièrement agité. Les militants se sont aussi engagés aux côtés des collectifs de sans-papiers qui occupent un immeuble de la rue Baudelique (Paris 18^e) et dans la marche Paris-Nice. Le NPA a souvent répété son appel à la convergence de tous ces mouvements. Il y a eu de nombreux débats autour de la stratégie du mouvement des travailleurs sans papiers et si ceux-ci ne sont pas clos, les militants du NPA restent des soutiens indéfectibles dans la lutte aux côtés des grévistes et de tous les sans-papiers.

MARCHES DES LIBERTÉ ET

Comme chaque année au mois de juin, des Marches des fiertés ont lieu partout en France. Ces manifestations politiques nous rappellent ainsi qu'en 1969 à New York, plusieurs nuits d'émeutes ont marqué la première rébellion LGBTI¹ de l'histoire. Même si elles sont particulièrement festives, ces marches sont aussi des marches d'affirmation dans lesquelles se rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment à Paris. Si aujourd'hui, pour certains, affirmer son orientation sexuelle est devenu moins complexe que par le passé, pour les autres, cette même affirmation peut devenir synonyme de violence et d'oppression. Le combat est politique puisqu'il en va de l'émancipation collective homosexuelle mais aussi hétérosexuelle en revendiquant une égalité des droits. « Urgent » et « nécessaire », voici les adjectifs qui doivent nous animer encore et toujours dans ces luttes... Cette année, le mot d'ordre de cette marche est clair : « *Violences, discriminations : ASSEZ ! Liberté et égalité, partout et toujours* ». Aujourd'hui encore, on ne peut nier qu'une réelle violence frappe lesbiennes, transexuelEs, bisexuelEs et gays. Il est temps que les pouvoirs publics prennent la mesure des discriminations quotidiennes et agissent réellement pour que la découverte de l'orientation sexuelle ne soit plus intimement liée à la souffrance et à la stigmatisation. Le combat sera long vers cette égalité des droits, le NPA dans son ensemble et sa diversité est invité à apporter sa pierre à l'édifice !

À l'occasion des Marches des fiertés, la commission LGBTI du NPA a interviewé trois associations : TaPaGeS, OUTrans² et Act'Up pour faire un petit état des lieux de la situation en France aujourd'hui. L'intégralité de ces interviews se trouve sur : www.npa2009.org

1. Lesbienne, gay, bi, trans', intersexe.

Lire aussi en page 10 *L'homosexualité est-elle soluble dans le conformisme?* de Jacques Fortin.

OUTRANS

Comment est née l'association OUTrans? Quel sont ses objectifs?

OUTrans est née en avril 2009. L'idée était que les personnes trans' soient mieux armées et moins isolées face aux parcours et protocoles hospitaliers inadaptés qui leur sont imposés, face à la transphobie qui n'est toujours pas reconnue comme critère de discrimination par la Halde et au motif de laquelle on ne peut toujours pas porter plainte, mais qui est une réalité quotidienne.

Nos actions consistent dans l'écriture et la mise en ligne d'articles sur notre site¹, de sensibilisation et formation, permanences d'accueil, système d'accompagnement mutuel chez les médecins, aide quand les personnes sont victimes de transphobie, publication et diffusion d'un guide de prévention destiné aux trans' et leurs amants², etc. Suite à l'annonce de Roselyne Bachelot, on a participé à plusieurs actions publiques et à des réunions au ministère de la Santé, et organisé des actions et l'assemblée générale des trans' du 25 avril³.

Quels sont les enjeux pour la lutte trans' aujourd'hui?

Il ne faut pas oublier que la transidentité est toujours classée au chapitre des maladies mentales au niveau international. L'annonce de Bachelot en 2009 n'est qu'un changement administratif, mais dans la vie des personnes trans', rien ne change! La transidentité n'est pas moins stigmatisée et les parcours de transition dépendent toujours des psychiatres. Les équipes hospitalières mettent en place un protocole de soins inadapté: deux années de psychiatrie obligatoire minimum (avec des rendez-vous trop espacés, des tests psychologiques controversés, un real test life⁴...). Puis une commission de médecins décide si oui ou non les personnes peuvent avoir accès à un traitement hormonal, puis éventuellement aux opérations chirurgicales.

À OUTrans, on milite pour une vraie dépsychiatriation, pour que les parcours ne soient plus soumis aux psychiatres, pour que les équipes soient démantelées, pour que les personnes trans' puissent disposer librement de leur corps et de leur identité. On soutient l'idée d'une prise en charge calquée plutôt sur le modèle de la maternité, du Planning familial, pourquoi pas en donnant une place plus centrale au médecin référent (généraliste, médecin de famille...).

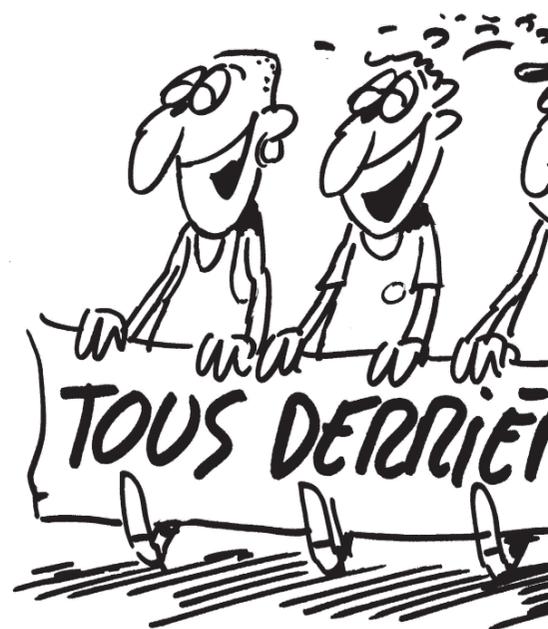
1. www.outrans.org

2. www.transetvih.org/dtc

3. Les revendications de l'AG trans et l'interview complète sont disponibles sur : www.npa2009.org

4. Le test en vie réelle (RLT) est imposé et consiste à vivre socialement (en milieu familial et professionnel) dans le genre désiré.

STOP AUX DISC



ACT'UP

Où en est-on de l'égalité des droits aujourd'hui en France?

Le gouvernement français est opposé à l'égalité des droits, il est homophobe. Il se targue de quelques avancées, il ne s'agit que de miettes. Le gouvernement a accordé aux trans' une dépsychiatriation de façade, a reconnu la journée mondiale contre l'homophobie, s'est fendu de quelques campagnes de lutte contre les discriminations, mais maintient les trans', les pédés et les gouines dans une situation de sous-citoyenneté.

Quelques améliorations ont été apportées au Pacs, mais cela fait partie d'une stratégie politique: enjoliver ce contrat pour continuer de nous refuser le droit au mariage. Pour nous, gays et lesbiennes, c'est la seule union légale qui nous soit autorisée. La France nous impose toujours son modèle de famille, sous couvert de « l'intérêt supérieur de l'enfant » mais, dans le même temps, exclut du droit des milliers de gamins dont les parents sont pédés ou lesbiennes. Nous sommes homosexuelEs, et non stériles, nos enfants existent et n'ont pas la reconnaissance juridique qu'exige leur situation. Le gouvernement nous refuse le droit à fonder une famille: un couple pacsé n'a pas le droit d'adopter – la droite a retoqué une proposition de loi en ce sens il y a trois mois – et pour qu'une gouine puisse lancer une procédure d'adoption, il lui faut mentir quant à son orientation sexuelle. Les couples homosexuels sont exclus du recours à l'assistance médicale à la procréation (AMP), et la gestation ou procréation pour autrui (GPA) reste prohibée.

On peut ajouter à ce contexte les agressions verbales homophobes venant de personnalités politiques. Quelle



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

iments

FIERTÉS 2010 RÉGALITÉ!

DISCRIMINATIONS!!!!



cohérence y a-t-il à financer des affiches contre l'homophobie, en accueillant des personnalités homophobes sur ses listes électorales?

Quelle mobilisation envisage Act'Up-Paris face à cette situation ?

Le mot d'ordre de la Gay Pride 2010 est « *Violences, discriminations, ASSEZ ! Liberté et égalité, partout et toujours* ». Pour en finir avec ces violences, il faut légiférer. L'égalité des droits n'est pas à espérer « un jour, quelque part »... C'est ici et maintenant que nous l'exigeons.

Tant que des Vanneste, Longuet, Sarkozy, Boutin, Guérin, Accoyer, etc., pourront déballer leur haine homophobe, les violences homophobes « de rue » seront légitimées. Act'Up-Paris a saisi la Cour européenne des droits de l'homme, à la suite de « l'affaire Vanneste ». Nous aurons recours à la justice à chaque fois que cela s'avérera nécessaire.

Nous n'avons rien à espérer de certaines formations politiques, nous connaissons nos ennemiEs. Il est grand temps que les partis prennent leurs responsabilités sur l'égalité des droits en s'engageant pour l'ouverture du mariage aux couples de même sexe et aux transsexuelLEs, leur accès à la procréation médicalement assistée et à l'adoption. Les partis doivent se prononcer, maintenant, et aller au bout de leurs prises de position. Nous attendons aussi que les gays puissent, comme tout un chacun, donner leur sang. À chacunE, parti ou individu, de s'interroger sur sa place dans une société qui exclut une partie de ses citoyenEs au seul motif de ses préférences sexuelles.

TAPAGES

Quelle est l'histoire de TaPaGeS' ?

TaPaGeS s'est créé il y a cinq ans en écho aux luttes de 2004 autour du droit au mariage. Nous étions alors très en colère (cela n'a pas changé !) d'être considéréEs, par la loi, comme des sous-citoyenEs, révoltéEs par l'homo-lesbo-transphobie de l'État, de ses appareils et de ses alliés. Et nous étions en désaccord avec les tactiques polies, gentilles, conciliantes de nombreuses associations LGBTI.

Deux mois après notre création, lors du référendum sur la Constitution, nous nous sommes engagéEs pour le « non », stupéfaitEs de constater que les homos étaient les alibis progressistes d'un texte libéral et antidémocratique !

Dès le début, en fait, on s'est mêléEs, comme trans', pédés, gouines, de ce qui ne nous regardait pas... Parce que s'intégrer, pourquoi pas, mais pas à n'importe quelle société ! Pas à celle-ci, en tout cas. Et pas au prix de nos singularités.

De fait, notre seule boussole est le combat pour l'égalité de chacunE avec touTEs, contre la logique inégalitaire de ce système, qui ne cesse de hiérarchiser les individus, les genres et les sexes, les orientations sexuelles, les perspectives amoureuses et/ou érotiques mais aussi les origines, les cultures, les salariéEs, etc.

Quel bilan faire de la Marche strasbourgeoise ?

La Marche qui commémore tout de même une révolte de trans', talons aiguilles à la main, contre des flics en 1969, à New York, est, chaque année, une date importante, et un succès. On la souhaiterait bien sûr plus militante, plus hargneuse, plus lyrique, moins normée et normative, solidaire des Marches réprimées, débarrassée des marchands. Mais c'est toujours émouvant de se retrouver comme cela à plusieurs centaines de personnes, dans la rue, sans honte ni peur, et de faire l'expérience de ne pas y être des intrus avec nos corps et nos désirs.

Pour la troisième année consécutive, nous avons constitué un bloc rose, rouge, noir, internationaliste... avec d'autres groupes féministes, lesbiens, trans', pour affirmer, ensemble, que si nous marchons et luttons, ce n'est pas pour un monde plus tolérant, mais bien pour un monde différent.

1. TransPédéGouines de Strasbourg : <http://tapages67.org>



MARCHE DES FIERTÉS DE PARIS
RV samedi 26 juin à 13h30,
place du 18 Juin 1940, Montparnasse
Départ à 14 heures vers Bastille

LES PROPOSITIONS DU NPA

En tant que commission LGBTI du NPA, nous soutenons bien sûr toutes les revendications démocratiques qui permettent de vivre mieux, y compris dans le cadre de cette société. Mais comme pour toutes les conquêtes démocratiques, nous ne sommes pas dupes. Il faudra un vaste mouvement d'ensemble contre les exploitations et les oppressions diverses dans l'unité, pour vivre vraiment mieux dans une société organisée pour le bien-être du plus grand nombre.

Droit au mariage

Nous soutenons le droit au mariage, comme l'égalité des droits dans son ensemble, ce qui ne veut pas dire que nous restons enfermés dans la défense des droits existants et limités de cette société. Nous sommes pour l'ouverture du mariage aux couples de tous les sexes, tout en réclamant la fin des discriminations mariés/célibataires par exemple.

Droit au séjour

Le droit au séjour doit être ouvert et libre hors des seules politiques familiales. Les trans, les homos et les intersexes subissent comme les femmes la multiple oppression. Ils doivent s'organiser pour imposer des lois qui permettront leur protection contre les politiques d'État discriminatoires et contre les oppressions qu'elles/ils subissent à travers le monde dans toutes les cultures et par toutes les lectures régressives des religions. Elles/ils doivent rechercher l'unité pour imposer un travail sur leurs oppressions spécifiques dans les syndicats de salariés, dans les partis de gauche et le monde associatif antiraciste et sans papiers.

Solidarité internationale

Il y a fort à parier, par ailleurs, que la montée en puissance de la crise capitaliste qui fragilise les plus opprimés à travers la destruction des services publics de santé et d'éducation entre autres (la famille reprenant son rôle de protection « naturelle » mais bien sûr aussi de cadre oppressif) aura des conséquences sur les LGBTI notamment dans les pays dominés. La solidarité internationale devra être un axe permanent de notre travail.



THAÏLANDE APPEL CONTRE LA RÉPRESSION

En soutien à l'insurrection populaire thaïlandaise en difficulté, un appel de solidarité internationale a été lancé.

LA RÉPRESSION qui s'est abattue sur les opposants thaïlandais et les exactions du régime n'ont pas suscité les réactions de solidarité et les condamnations internationales que la situation exigeait. Le pouvoir garde ainsi les mains libres et peut étouffer tout mouvement démocratique.

Les nouvelles de Thaïlande sont alarmantes : des centaines de personnes détenues pour violation du décret d'urgence, y compris des enfants ; des blessés enchaînés à leur lit d'hôpital ; plusieurs assassinats de dirigeants locaux des Chemises rouges. Le pays s'enfonce dans un régime autoritaire et militaire. Les élites en sont même à envisager le report des élections de six ans, accordant ainsi au Premier ministre Abhisit Vejjajiva la possibilité de diriger le pays dix ans, contre l'avis de la majorité des Thaïlandais.

La société thaïlandaise est profondément inégale à tous points de vue. Les Chemises rouges ont manifesté haut et fort leur volonté de combattre les injustices dont ils sont victimes : ils expriment un mouvement de classe ainsi que des diversités régionales, s'opposant à l'establishment de Bangkok.

Le mouvement des Chemises rouges n'est pas sans divisions et problèmes. Certains soutiennent le retour de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, un politicien corrompu. Mais dans sa très grande majorité, le mouvement exprime la révolte des laissés-pour-compte de la société qui exigent démocratie et justice sociale.

En manifestant dans les rues de Bangkok, les Chemises rouges n'ont fait qu'exercer un droit élémentaire : exprimer ses opinions politiques et ses revendications. Abhisit Vejjajiva porte l'entière responsabilité de la répression et des morts car, plutôt que d'organiser de véritables négociations, il a parié sur le délitement du mouvement, sans succès. Puis il a ressorti l'arsenal juridique répressif (accusations de complot contre la monarchie et de terrorisme), pour finalement organiser un bain de sang.

L'appel a deux objectifs très simples : impulser la solidarité au plan international et appeler le régime thaïlandais à arrêter la répression dont sont victimes les Chemises rouges, à respecter les libertés fondamentales.

Plus d'une centaine de professeurs d'université, chercheurs, écrivains, journalistes, militants associatifs, syndicaux et politiques, élus, de toutes les régions du monde ont déjà signé l'appel. De nouvelles signatures sont attendues.

Danielle Sabai et Pierre Rousset

Pour signer l'appel : solidaritythailand@gmail.com
(Pensez à donner votre prénom, nom, qualité et le pays)
La liste des signataires peut être consultée sur le site ESSF (Section 17790) : www.europe-solidaire.org

SCISSON EN BELGIQUE...



BELGIQUE DIVISIONS SUR FOND NÉOLIBÉRAL

Avec la victoire du parti nationaliste côté flamand et celle du PS côté francophone, les résultats des élections législatives du 13 juin en Belgique approfondissent la crise institutionnelle.

Avec 28,3% des voix, le parti nationaliste flamand N-VA de Bart De Wever est devenu le premier parti du pays, balayant tous les autres partis flamands, les Verts exceptés. En Wallonie, le PS d'Elio di Rupo retrouve son niveau «historique» avec 35% des voix. Très modéré, il profite pourtant des anciens réflexes défensifs du mouvement ouvrier wallon. Partout l'extrême droite a fortement reculé. Le succès du N-VA, qualifié par les francophones de séparatiste, est considéré par ceux-ci comme inquiétant. Mais en quoi la disparition de la Belgique serait-elle inquiétante ? Pour la monarchie, certainement. Mais aussi pour la sécurité sociale unifiée dont «profite» la Wallonie déshéritée et que De Wever veut remettre en cause. C'est le seul argument sérieux contre le séparatisme.

De Wever pourra-t-il tenir sa promesse d'aller vers la séparation de la Flandre sous la pression du monarque et des partenaires de la coalition gouvernementale ? La bourgeoisie flamande de son côté exige une profonde réforme institutionnelle avant de se prononcer pour la séparation ou pour une autonomie communautaire approfondie avec la Wallonie comme réserve de main-d'œuvre à bon marché. Pour faire face à la montée de l'extrême droite, les socialistes et les Verts flamands ont réalisé une union sacrée avec les autres partis «démocratiques». Ils ont cru qu'en défendant l'unité belge, donc avec la Wallonie comme arrière-base, ils pourraient endiguer la marée du VB (ex-Vlaams Blok), mais cette collaboration de classe a, au contraire, renforcé l'impact de la démagogie populiste. La pusillanimité de cette union sacrée pour l'unité de la Belgique a attisé le natio-

nalisme flamand. Cette question est devenue la question politique par excellence dans un État qui n'est pas une nation. Depuis la naissance de la Belgique, la politique culturelle francophone de la bourgeoisie et de l'aristocratie a tué la possibilité de la formation d'une nation avec deux communautés linguistiques. Cette mentalité anti-flamande n'est pas morte, comme le prouve le quotidien belgiciste et monarchiste *la Libre Belgique*, qui souligne méchamment que De Wever adore la culture allemande et parle mieux l'allemand que le français (oubliant que l'allemand est la troisième langue du royaume). Après un long combat, et cela sans l'appui de la social-démocratie, les Flamands ont obtenu des droits démocratiques concernant l'emploi des langues et l'ouverture de l'éducation pour leurs enfants. Aujourd'hui, La Flandre est devenue plus riche que la

Wallonie qui a perdu sa base industrielle. L'idée s'est imposée en Flandre que la crise actuelle est aggravée par les demandes sociales des francophones. Il n'en est rien, mais vu la politique néolibérale de la gauche, la mayonnaise a pris. La question socio-économique se traduit sur le plan politique à travers la question communautaire, bien réelle, qu'on le veuille ou non. Les structures institutionnelles détermineront le taux de plus-value que le patronat pourra extorquer au salariat. La gauche ne peut pas ne pas en tenir compte, ni dans les élections ni dans les luttes syndicales. La négliger reviendrait à laisser le terrain libre à la droite. Cela dit, le mouvement ouvrier wallon a tout intérêt à rejeter son attachement à une Belgique monarchiste.

Hendrik Patroons

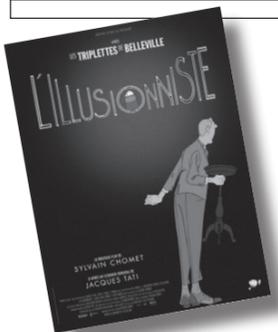
et aussi

KIRGHIZISTAN. Plus de 2 000 Ouzbeks tués, plusieurs centaines de milliers déplacés... L'instrumentalisation ethnique des conflits sociaux au sud du pays a provoqué une catastrophe. Deux mois après l'insurrection populaire qui a renversé le président Bakiev, ces pogroms sont le fruit de la désorientation politique. Les préoccupations du gouvernement provisoire sont en effet à mille lieux de celles des pauvres, qui avaient pris d'assaut le palais présidentiel le 8 avril dernier. Ils refusaient les augmentations démentielles des prix des services publics et aspiraient à des logements, soit une répartition plus égalitaire du produit national et des terres. Seule la nationalisation de ce qui a été privatisé depuis 1992, sous le contrôle des conseils populaires naissants, aurait pu commencer à satisfaire ces aspirations et unifier la population engagée dans la transformation sociale. Mais le gouvernement provisoire, sous la direction de Rosa Otumbaeva, une diplomate versée dans la culture entrepreneuriale occidentale, a

rapidement adopté un décret de protection des investisseurs étrangers, a mis fin à l'occupation des terres par les sans-abris et a cherché une légitimité au travers d'une nouvelle Constitution. Ce n'est que le 7 juin que le décret nationalisant l'AsiaUniversalBank, contrôlé par le fils du président déchu, a été signé alors que les propriétés privatisées par Bakiev font l'objet de longues investigations. Les mafias liés à Bakiev ont pu ainsi reprendre l'initiative, organisant des agressions «kirghizes» contre des Ouzbeks et «ouzbeks» contre des Kirghizes, qui ont provoqué les affrontements sanglants entre les pauvres désemparés dans la partie du pays où la population était restée spectatrice de l'insurrection d'avril.

ÉLECTIONS EN POLOGNE. À l'issue d'une campagne dénuée de tout débat politique, le président par intérim néolibéral Komorowski est arrivé en tête avec 41,54% des suffrages exprimés, suivi par

l'ancien Premier ministre du parti conservateur Kaczynski (36,46%) et le député social-démocrate Napieralski (13,68%). L'abstention fut importante (44,06%). L'accès aux médias des dix candidats a été inégalitaire : les principales chaînes de TV ont présenté les trois «grands» candidats plus de 100 fois... alors que le seul candidat se réclamant du combat des travailleurs, Boguslaw Zietek, du Parti polonais du travail (PPP) et du syndicat Aout 80, n'a été mentionné que 19 fois au cours de la campagne électorale. Il n'a obtenu que 0,18% des voix, mais est quand même parvenu à susciter un débat sur la participation des troupes polonaises à la guerre en Afghanistan, les questions de santé publique et des retraites. L'agréable surprise vient d'une élection complémentaire au Sénat, en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle, dans la région minière et industrielle de Katowice : le candidat du PPP, Zbigniew Zdonek, a obtenu 20,23% des suffrages. Un succès local significatif pour ce parti anticapitaliste en construction.



CINEMA

L'ILLUSIONNISTE/ Sylvain Chomet

Partant d'un scénario original et inédit de Jacques Tati, Sylvain Chomet réalise un très beau film d'animation sept ans après *les Triplettes de Belleville*. On retrouve un personnage digne de M. Hulot, il en porte d'ailleurs les traits mais plus emprunts de tristesse. Cet illusionniste ne crée finalement que peu d'illusions si ce n'est sur cette jeune fille qui transcendera un amour impossible, suggéré avec innocence et naïveté. Sylvain Chomet offre une œuvre au style très personnel, impressionniste, qui rompt avec le graphisme uniformisé du cinéma d'animation. La ville d'Édimbourg est magnifiée graphiquement, sous tous les angles, comme le fut le Paris populaire des *Triplettes*. Le ton de *l'illusionniste* est tristement mélancolique et offre un regard assez sombre à la conclusion fataliste sur la condition d'artiste.

Thibault Blondin



POLAR

LES RAISONS DU DOUTE/ Giancarlo Carofiglio/SEUIL

POLICIERS/19,50 EUROS
Plusieurs raisons pour accorder de l'attention à ce sympathique polar : l'auteur est un juge anti-mafia ; il s'agit d'un rare exemplaire de « polar sans cadavre » ; l'intrigue offre un mélange bien composé de deux éléments traditionnels : le protagoniste, avocat, se trouve investi d'un rôle de justicier (Perry Mason...), et l'action, qui se déroule à Bari, dans le Sud profond, offre un tableau pittoresque des conditions de la justice italienne. L'accusé a un passé de nervi facho, et l'avocat se pose des questions : « Qui es-tu, bordel ? Étais-tu vraiment présent quand le jeune communiste a été poignardé à mort ? Es-tu encore fasciste ? Comment peux-tu à la fois être fasciste et aimer le jazz ? Qui es-tu ? »

Paul Louis Thirard



MUSIQUES

R&B HIPSHAKERS VOL 1 - TEACH ME TO MONKEY/ VAMPSOUL/DIFFER-ANT

Fondé en 1944 à Cincinnati par Syd Nathan, King Record est surtout rentré dans l'histoire pour avoir « découvert » et lancé la carrière de James Brown, et dans une moindre mesure de Joe Tex. Mais ce serait oublier un peu vite qu'à la fin des années 1950 et au début des années 1960, en gros entre le début du rock'n'roll et la naissance de la soul, ce label accueillait la fine fleur d'un rythm'n'blues classique et énergique, envoyant ses cuivres comme autant de tornades au service de la puissance de feu vocal des chanteurs ou de groupe encore marqués par l'héritage du gospel. Hank Ballard, à qui l'on devra ensuite le twist, les Five Royals, ou encore Little Willie John, interprète originel de *Fever*, forment, entre autres protagonistes, la légion de ses fidèles soldats du blues, ici rassemblés pour notre plus grand bonheur.

King Martov



BD

LES DERNIERS JOURS D'UN IMMORTEL/Gwen de Bonneval, Fabien Vehlmann/FUTUROPOLIS/ 20 EUROS

Dans cet ouvrage, Fabien Vehlmann confirme son talent de scénariste dans une très bonne histoire de science-fiction. Le héros, Elijah, est un membre très respecté de la Police philosophique, chargé de résoudre par le dialogue des conflits entre différentes espèces de l'univers, souvent dus à une méconnaissance de l'autre. L'humanité a acquis l'immortalité car chacun peut se dupliquer en créant des « échos », au prix de la perte de sa mémoire la plus ancienne. Elijah doit résoudre un crime ancien de plusieurs milliers d'années, entre deux espèces, qui met en péril l'ensemble de l'univers. Il doit également essayer de comprendre pourquoi son meilleur ami a décidé de mourir sans daigner lui en parler. Un récit riche aux allures de conte philosophique.

Sylvain Pattieu



<http://sites.google.com/site/comiteantiolympiquedannecy/petition>

Le 12 juin dernier, ils étaient tous à vélo, à pied, en rollers ou à trottinette lors du Festival international du film d'animation pour manifester leur opposition à la candidature d'Anecy aux JO de 2018. Le comité anti-olympique d'Anecy n'entend pas s'arrêter là puisque le 18 juin, 8 000 pétitions seront déposées au siège du CIO à Lausanne. Il faut dire que de plus en plus de voix s'élèvent pour décrier le côté déraisonnable et nuisible à l'environnement que constitue cette candidature. Ce projet politique de tenir les JO à Anecy est d'abord motivé par des intérêts financiers, faisant du sport un simple alibi. Gaspillage, danger écologique, augmentation des tarifications sociales, des taux d'imposition... les menaces sont nombreuses ! Visitez donc le site du comité anti-olympique d'Anecy et découvrez les enjeux et les résistances de ce combat mené avec détermination par bon nombre de militants et n'hésitez pas à soutenir leur action en signant la pétition !

<http://marche.inter-lgbt.org>

La Marche des fiertés parisienne se déroule samedi 26 juin, vous trouverez sur ce site toutes les informations sur le parcours prévu ainsi que les animations du grand podium. Vous pourrez aussi y découvrir les mots d'ordre de l'édition 2010 et l'historique des précédentes marches.

INTERVIEW NOS VOIX POUR LA PALESTINE

Vendredi 25 juin, aura lieu un concert exceptionnel de solidarité avec le peuple palestinien à l'Élysée Montmartre¹ à Paris. Les bénéficiaires de la soirée permettront de financer des projets de solidarité avec la Palestine, dès l'été 2010. Yazid, de l'association Génération Palestine, nous en dit plus.



Qu'est-ce que le projet Nos voix pour la Palestine ?

Le projet a été lancé en 2007, conjointement par les associations Génération Palestine et la Gups (Union générale des étudiants palestiniens). L'objectif du projet a été d'associer à la démarche militante de ces associations des artistes, connus et reconnus, afin que ceux-ci se fassent les porte-voix d'un message de solidarité pour le peuple palestinien auprès d'un public plus large pas forcément présent dans les cercles militants habituels.

Comment s'est organisé ce projet ?

Il est articulé autour de trois étapes. La première a consisté en une série de séjours en Palestine, pour que les artistes puissent se confronter à la réalité, rencontrer la société civile, se faire leur propre opinion et faire part au retour auprès de leur public et de manière plus large de la situation sur place et de leur témoignage. En deux ans et demi, cinq séjours ont été organisés, avec entre autres Sefyu, Kery James, Demone One, La Caution ou Youssoufa. La seconde étape de ce projet a été une phase de restitution. Différents concerts en France et en Europe ont été organisés, au cours desquels les images tournées en Palestine par le collectif Kourtrajmé ont été projetées, tandis que les artistes témoignaient en chanson de leurs ressentis. Enfin, le 25 juin aura lieu la clôture de ce projet avec la soirée Nos voix pour la Palestine co-organisée par la Gups, Génération Palestine et l'association Edim de Joinville. Cette soirée coïncide avec la sortie de la compilation d'une dizaine de titres où les artistes nous livrent en chanson leurs témoignages et un DVD d'un documentaire de 25 minutes réalisé par le collectif Kourtrajmé qui relate les moments forts de ce projet.

Qui sera présent le 25 juin pour cette clôture ?

Cette soirée Nos voix pour la Palestine aura lieu le 25 juin, à partir de 18h30, à l'Élysée Montmartre, avec un plateau regroupant des artistes partis en Palestine, rejoints par d'autres artistes solidaires. Keny Arkana, Kery James, Médine, Youssoupha...avec la présence également du groupe palestinien Gaza Team, pour présenter la sortie de la compilation.

Pourquoi ce lieu ?

Cette soirée aura lieu au centre de Paris, dans une période où nos détracteurs cherchent à communautariser la solidarité avec la Palestine, de faire que celle-ci soit l'apanage des quartiers populaires et des communautés arabo-musulmanes. Bien évidemment la solidarité avec la Palestine a sa place dans les banlieues et les quartiers populaires, mais nous voulons démontrer qu'elle a sa place partout, et par conséquent également au cœur de Paris. C'est un des enjeux de la réussite de cette soirée.

Propos recueillis par Linda Sehili

1. www.nosvoixpourlapalestine.fr
Concert le 25 juin dès 18h30.





L'HOMOSEXUALITÉ EST-ELLE SOLUBLE DANS LE CONFORMISME ?
JACQUES FORTIN

TEXTUEL

142 PAGES
10 EUROS



JACQUES Fortin, militant LGBTI, s'emploie à retracer l'histoire souvent méconnue de l'homosexualité de l'Antiquité jusqu'à nos jours afin d'en décrypter les mécanismes d'hier pour mieux comprendre nos combats d'aujourd'hui. De la prohibition à la persécution, on y apprend que les pratiques homoérotiques ont été au fil des années prises pour cibles via les religions puis pénalisées par les États modernes jusqu'à la diabolisation pure et simple de l'homosexualité. De paria à malade mental, l'histoire se déroule sous la plume instructive de l'auteur. Au fil des pages, le combat des homosexuels se dessine entre révolte et répression. Mai 68 et les temps se mettent à changer, laissant chacun jouir sans entrave et faisant sortir des abîmes du patriarcat des mots comme « libération » et « égalité ». Les luttes féministes s'entremêlent aux combats menés par les homosexuels, mais qu'en reste-t-il ? On dépénalise l'homosexualité, on sort de l'ombre pour enfin s'y retrouver plus que jamais lors de la pandémie du sida. Les discriminations se multiplient encore à l'aube du XXI^e siècle tandis que l'on légifère pour une égalité de droits en faveur des homosexuels. Connaître l'histoire de l'oppression et des luttes LGBTI, c'est donner du sens à nos perspectives, en posant les débats qui traversent actuellement notre société. L'émancipation est un long combat, l'avons-nous vraiment gagné ? On s'empresse de s'inscrire dans le conformisme du droit existant en oubliant parfois les enjeux de l'émancipation. L'ouvrage de Fortin interpelle alors le mouvement homosexuel lui-même : ce néo-gay-conformisme ne nous forcerait-il pas tous à interioriser les limites d'un système ? Dans les dernières pages, on oscille entre colère et utopie face au combat contre un conformisme destructeur.

Coralie Wawrzyniak

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

BLOODY SUNDAY DERRY, 30 JANVIER 1972, UN MASSACRE D'ÉTAT

Les conclusions de la commission d'enquête sur le Bloody Sunday ont enfin été révélées. Ainsi, les mensonges qui ont servi de ligne de défense à l'État britannique depuis 38 ans apparaissent enfin.

Il a fallu 921 témoins et 5000 pages de rapport pour établir une vérité déjà connue : aucune des quatorze personnes assassinées le 30 janvier 1972 à Derry, en Irlande, par les parachutistes britanniques ne représentait un danger potentiel et rien ne justifiait leur exécution. Cependant la responsabilité de l'État et de l'armée est écartée, alors qu'elle est pleinement engagée dans la préparation de l'opération, quel que soit le degré exact de préméditation, jusque dans le choix de couvrir et justifier les actes commis, pendant 38 ans. Mais il faut mesurer l'importance des déclarations de Lord Saville, en charge de la commission, pour les familles de ceux qui étaient jusque-là considérés comme responsables de leur propre mort et plus largement pour toute la population de Derry, qui les a accueillies avec un légitime sentiment de victoire.

DIVISIONS ET RÉPRESSIONS

Au terme de la guerre d'indépendance en 1921, les Irlandais obtiennent la constitution d'un dominion¹ amputé des six comtés de l'Ulster, où une fraction importante de la population est dite « unioniste », au sens de fidèle à une unité maintenue avec le Royaume-Uni, et protestante. Cette indépendance très partielle divise la population au Sud, entraînant une guerre civile qui s'achève en 1923. La nature de l'État qui se met en place au Sud – notamment la place centrale qu'y occupe l'Église catholique – et les privilèges dont bénéficient les protestants au Nord face à une population catholique discriminée sur les plans économique et démocratique, maintiennent une division volontaire entre protestants et catholiques peu favorable à une fraternisation, au Nord, de deux prolétariats dont les conditions sont pourtant proches. À partir de 1968 émerge en



Derry, septembre 1986. Patrouille de l'armée britannique. (PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Irlande du Nord un puissant mouvement des droits civiques qui exige l'égalité entre catholiques et protestants. Il s'oppose au gouvernement unioniste de l'Ulster. Le niveau d'affrontement s'accroît progressivement, la population catholique se trouvant menacée par les militants loyalistes² et le RUC³. À Derry, des barricades s'élèvent et la ville est déclarée zone libre par ses habitants. Le gouvernement unioniste d'Irlande du Nord, Stormont, sous forte pression de l'extrême droite loyaliste, est incapable de satisfaire la moindre revendication de la population catholique et la situation lui échappe. L'État britannique décide donc d'envoyer des troupes en août 1969, censément pour protéger les catholiques et contraindre Stormont à trouver les moyens d'un accord avec le mouvement des droits civiques. Très vite, l'armée britannique apparaît pour ce qu'elle est : l'organe chargé de maintenir l'ordre unioniste lorsque la répression locale ne suffit pas. En août 1971, l'internement est réinstauré, permettant à l'État britannique d'emprisonner sans procès, l'idée étant de se débarrasser des fauteurs de trouble, notamment les membres de l'IRA, pour résoudre la situation. Cette pratique soudée en

fait la population catholique et contribue à permettre à l'IRA de s'implanter dans les zones urbaines, dont elle était à peu près absente jusque-là. Cette fuite en avant produit Bloody Sunday. Stormont est en situation difficile, la rupture avec la population catholique est plus profonde que jamais, la communauté protestante ne voit pas sa loyauté récompensée, puisque le gouvernement ne résout ni les problèmes de sécurité ni les difficultés économiques. Dès lors, l'idée d'une offensive brutale et décisive contre la communauté catholique et en particulier la forteresse de Derry gagne du terrain. Le 30 janvier 1972, l'association des droits civiques organise une manifestation pacifique contre l'internement, modifiant même le parcours pour éviter tout risque d'affrontement sérieux. Mais lorsqu'une partie des manifestants se retrouve face à une barricade de l'armée britannique, les parachutistes font irruption dans la rue et tirent à vue sans sommation, tuant quatorze personnes. La fumée est à peine dissipée sur le Bogside (le quartier catholique de Derry) que l'armée est déjà en train d'élaborer la version officielle de l'État britannique, légitimée par un simulacre d'enquête conduite par

Lord Widgery qui conclut que les parachutistes n'ont fait que riposter à des tirs de l'IRA et éliminer des porteurs d'explosifs. Or, aucune arme n'a été retrouvée sur les lieux pas plus que de traces d'explosifs sur les victimes, et aucun coup de feu décrit ne correspond aux coups de feu réellement tirés. Le massacre entraîne d'importantes mobilisations partout dans le monde, aliène encore un peu plus la communauté catholique du Nord au Royaume-Uni, renforce l'IRA et amène Londres à reprendre le contrôle direct de l'Irlande du Nord. Il a fallu 38 ans et une campagne intransigeante des familles des victimes et de leurs soutiens pour battre en brèche la version officielle. Reste maintenant, et c'est une autre affaire, à traduire les bourreaux en justice, en particulier ceux qui se situent au plus au niveau de l'État et de l'armée.
Ingrid Hayes

1. État autonome sur le plan de la politique intérieure mais demeurant au sein de l'Empire britannique. L'Irlande ne quitte le Commonwealth qu'en 1949.
2. Favorables au maintien de l'Ulster au sein du Royaume-Uni.
3. Royal Ulster Constabulary, police d'Irlande du Nord de 1922 à 2001.

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

EAU GASPILLÉE. G. G. (WEB) : Je vous écris pour vous féliciter de la qualité du dossier de *Tout est à nous* ! n° 60 consacré au problème de l'eau. Le dossier est tout à fait instructif, notamment en ce qui concerne le processus de privatisation de l'eau et le hold-up organisé par les grandes compagnies de distribution françaises. Il est cependant dommage (eh oui ! il y a un « mais ») que l'introduction dudit dossier commence par la phrase : « L'eau, bien vital, est une ressource qui se raréfie partout sur la planète. » La tournure de cette phrase laisse à penser que la quantité d'eau sur la terre est en diminution (un peu comme pour les énergies fossiles) alors que la quantité globale d'eau sur la planète reste toujours la même (l'eau circulant en une sorte de circuit fermé). Ce qui pose problème, et que vous évoquez de façon parfaitement satisfaisante est l'utilisation ou plutôt le gaspillage d'eau par un certain nombre d'activités, dont l'agriculture, et la pollution des réserves d'eau

douce. L'autre gros problème lié à l'eau est celui de sa répartition et le fait que la quantité d'eau potable par habitant est en diminution, non pas parce que l'eau se raréfie mais parce que la population augmente et que les activités aquatiques se développent rapidement.

FÉMINISME... M. J. (WEB) : Ce n'est pas moi qui l'ai remarqué, c'est mon compagnon, militant de longue date et pourtant pas très féministe au quotidien... Dans *Tout est à nous* ! n°59 : titre en première page « Marche mondiale des femmes, Femmes en marche... Femmes en lutte ». Puis, à la quatrième de couverture : une annonce pour le meeting du 15 juin anticapitaliste et européen, avec pas moins de huit hommes à la tribune... Comment vous dites ? « NO COMMENT »...

LE N°11 DE TOUT EST À NOUS ! LA REVUE EST DISPONIBLE



VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur le syndicalisme, une interview de Florence Aubenas, des articles sur les naxalites en Inde, sur l'Appel du 18 Juin, le programme du Conseil national de la Résistance... et bien d'autres encore ! Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



VIOLENCES POLICIÈRES JUSTICE ET VÉRITÉ

Samedi 19 juin ont eu lieu trois initiatives pour exiger justice et vérité pour les crimes perpétrés à l'encontre de Lamine Dieng, Moushin et Lakhamy et Ali Ziri.

Il y a trois ans, Lamine, 25 ans, est mort dans un fourgon de police avec huit policiers sur lui, alors qu'il était face contre terre, mains et pieds menottés. Parce que la plainte de la famille est toujours sans suite, des centaines de personnes ont manifesté dans le 18^e arrondissement de Paris. Il y a un an, Ali Ziri, 69 ans, est mort lui aussi 48 heures après son interpellation par trois policiers d'Argenteuil. L'affaire a d'abord été classée pour mort par arrêt cardiaque. Grâce à la détermination d'un collectif, une contre-expertise médicale a été menée et a révélé 27 hématomes et une mort par «*suffocation et appui postérieur dorsal*». Une instruction est en cours pour «*coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner*». Les policiers impliqués dans ces deux crimes sont toujours en exercice.

À Villiers-le-Bel, après la mort de

Moushin, 15 ans et Lakhamy, 16 ans renversés par une patrouille de police et les révoltes qui s'ensuivent, de premiers inculpés ont écopé, eux, de trois ans de prison ferme pour jets de pierres. Lundi 20 juin, c'était au tour d'autres jeunes, dont quatre ont déjà fait deux ans de prison en attendant leur procès, de comparaître en tant que tireurs présumés. Tout cela sur la seule foi de la «*parole*» de délateurs anonymes payés par la police en cas de condamnation.

Face à cette mascarade de justice, plusieurs centaines d'habitants de Villiers-le-Bel se sont rassemblés devant le tribunal de Pontoise. Tous ces collectifs se sont retrouvés à Argenteuil pour dénoncer ces violences policières qui visent avant tout les Arabes et les noirs des quartiers populaires. Pour Amnesty International, «*les homicides racistes imputables à la police depuis dix ans ne sont pas des cas isolés*». Des violences qui ne sont pas des bavures se succèdent et constituent une violence structurée, exigeant une coordination entre tous les collectifs.



Argenteuil, samedi 20 juin. Journée contre les violences policières. (DR)

LE CHIFFRE

14%

C'est la très forte augmentation, en 2009, du nombre de foyers dans le monde qui sont millionnaires (en dollars), selon l'étude du Boston Consulting Group. Ils sont 11,2 millions (280 000 en France) et représentent moins de 1% de la population mondiale, détenant 38% de la richesse privée. La crise les a épargnés et ils en sortent même encore plus riches. Le pourcentage de la richesse offshore – celle établie dans un pays différent du domicile légal du foyer – a augmenté de 8% en 2009, ce qui montre que les millionnaires se rient des mesures fiscales de leur pays.

ISRAËL NE CÈDE RIEN À GAZA.

Le gouvernement israélien a décidé d'«*alléger*» le blocus de Gaza. Cette volte-face est symboliquement une première victoire de la mobilisation internationale de tous ceux qui veulent forcer le blocus qui affame 1,6 million de Gazaouis depuis juin 2006. Cette décision devrait permettre une entrée plus importante de produits alimentaires, mais cela reste à confirmer car l'asségeant israélien garde le contrôle total des échanges par la frontière et continuera d'empêcher toute vie normale dans le territoire qu'il a dévasté. L'interdiction de l'accès maritime est maintenue alors que des bateaux humanitaires iraniens et libanais se dirigent vers Gaza. Israël continue le siège de Gaza, ses incursions militaires et l'occupation des territoires palestiniens. Ses manœuvres pour amadouer Obama et les États européens ne doivent pas faire illusion.

HARO SUR LES FONCTIONNAIRES. Le gouvernement s'apprête à geler les salaires des fonctionnaires jusqu'à 2013 et peut-être même à revenir sur la hausse de 0,5% prévue pour le 1^{er} juillet. C'est ainsi qu'il aborde la négociation triennale sur le salaire dans la fonction publique qui s'ouvre le 25 juin. Cette baisse du pouvoir d'achat va s'ajouter à celle entraînée par l'augmentation de 2,8% de leur taux de cotisation retraite que le gouvernement prévoit d'aligner, d'ici 2020, sur celui du privé. En se basant sur l'indice des prix Insee et l'évolution du point d'indice des fonctionnaires, la CGT a calculé qu'ils ont perdu 10,32% de leur pouvoir d'achat depuis dix ans. Le gouvernement s'apprête à annoncer 100 000 nouvelles suppressions de postes entre 2011 et 2013, soit autant que ceux qui ont déjà été supprimés depuis 2007.

CULTURE. Le 17 juin, une nouvelle journée d'actions pour la défense du secteur culturel a rassemblé à Paris environ 500 artistes et professionnels de la culture et du spectacle. La manifestation a investi par surprise la Pyramide du Louvre, et occupé le hall central pendant deux heures. Les manifestations des 29 mars et 6 mai avaient permis d'obtenir des amendements sur la réforme des collectivités territoriales, mais les revendications restent nombreuses pour sauvegarder un secteur de plus en plus sinistré et résister aux nouvelles mesures d'austérité : garantie des ressources financières des collectivités territoriales, arrêt de la RGPP, plan de relance pour le spectacle vivant, pérennisation des annexes 8 et 10 sur l'indemnisation chômage des intermittents, construction d'une véritable politique culturelle, etc. Le secteur sera mobilisé au cours de l'été à Avignon et dans de nombreux autres festivals.

MORT D'UNE GREVURE. Pour sa dernière provocation, le général Bigeard a demandé que ses cendres soient dispersées à Diên Biên Phu, la cuvette où la guerre coloniale infligée par la France au peuple vietnamien a trouvé son épilogue, faisant entre 500 000 et un million de victimes, côté vietnamien (40 000 côté français). Cet «*ardent patriote*», selon Sarkozy, a ensuite sévi pendant la guerre d'Algérie. Il a été notamment un des principaux responsables de la Bataille d'Alger, en 1957, où 30 à 40% de la population de la Casbah a été arrêtée et torturée et où 3 000 à 4 000 personnes sont mortes sous la torture ou exécutées après. Certains, que l'on appelait les «*crevettes de Bigeard*», ont été jetés en mer par hélicoptère, les pieds coulés dans du ciment. Bigeard n'a jamais regretté ces actes, les qualifiant de «*mal nécessaire*». Comme le dit Sarkozy, «*il restera un modèle pour la République*».

HADOPI CONTRE SUPER CRAPULE. Super Crapule vous connaissez ? Si ce n'est pas encore le cas, c'est sûrement parce que vous n'avez pas eu cette chance incroyable de découvrir le nouveau dessin animé ultra pédago imaginé par curiosphere.tv (chaîne de France 5) et destiné à faire rentrer dans la tête de vos bambins le concept d'Hadopi. Super Crapule est le méchant pirate qui télécharge tout plein de choses sur Internet sans se soucier des artistes. Bref, c'est un voleur. En face on a le héros, celui qui va expliquer pourquoi télécharger c'est mal. Son nom : Hadopi. Et si Super Crapule ne comprend pas et s'en fiche en envoyant le mail d'avertissement dans la corbeille, et bien Hadopi va lui expliquer toutes les sanctions qu'il risque, jusqu'à la prison ! De quoi faire trembler nos enfants ! Outre la démagogie et les raccourcis culpabilisants concernant ceux qui téléchargent, on ne retiendra qu'une chose, Hadopi n'aime pas qu'on lui tire son slip.



TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr